

# L'IREQUOIS

Journal du Syndicat Professionnel des Scientifiques de l'IREQ

## *Au menu: musique, bouffe et bon vin pour une agréable soirée*

Le 8 avril dernier, c'est plus de 70 chercheurs qui ont participé à l'assemblée annuelle du SPSI. Lors de cette assemblée, ils ont voté à l'unanimité en faveur de la baisse de cotisation syndicale proposée par le Bureau, la faisant ainsi passer de 1,0 % à 0,8 %.

Une fois l'assemblée clôturée, les membres présents ont célébré, avec les officiers du syndicat, les 20 ans du SPSI.



Année après année, le bilan des activités du SPSI mentionne des représentations du Syndicat aux rencontres du **Conseil québécois des syndicats professionnels (CQSP)** et du **Conseil canadien des professionnels (CCP)**.

## qui les composent ?



Le CQSP est composé d'organisations syndicales autonomes représentant des professionnels de tous horizons. Autour de la table se côtoient des syndicats dont les membres oeuvrent au gouvernement provincial et dans des sociétés d'État, de même que dans des municipalités et des universités.

Un organisme comme le CQSP permet aux associations membres de discuter des problématiques vécues en

matière de relations de travail et d'échanger sur diverses solutions envisageables pour régler ces litiges souvent communs à plusieurs groupes. C'est un forum qui permet aussi de partager les orientations, les difficultés rencontrées en cours de négociation, ainsi que les résultats obtenus. Le CQSP peut également mener, si telle est la volonté de ses membres, des études ou enquêtes d'intérêt com-

mun, ou encore organiser des formations sur des sujets d'actualité préoccupants pour eux.

Cette année, le CQSP s'est joint à la grande communauté virtuelle. Sur son site, on retrouve toutes les associations syndicales membres, de même qu'un lien conduisant à celles-ci. De plus, des résumés des formations offertes ont aussi été mis en ligne pour le bénéfice de tous. [www.cqsp.qc.ca](http://www.cqsp.qc.ca)

# Quand on se compare... on se désole!

« Le gouvernement Harper, dans son dernier budget, a fait un choix. Il a consenti des fonds importants au monde universitaire: 2 milliards pour des projets de rénovation, 750 millions pour des infrastructures de recherche. C'est beaucoup. Mais en contrepartie, il a réduit les budgets de plusieurs organismes subventionnaires. Dans une logique de relance économique, on a privilégié les dépenses susceptibles de créer rapidement de l'emploi. On a préféré les pépines aux neurones. C'est un mauvais choix. Parce que ce sont les sociétés qui misent sur l'innovation qui auront le plus de chances de rebondir et d'exceller. La recherche est un des outils les plus puissants dans une stratégie de développement. On sent aussi une tendance à privilégier la recherche « utile ». Et donc moins de sciences humaines, moins de recherche fondamentale. C'est une autre erreur. Parce que les impacts positifs de la recherche ne se limitent pas à leurs applications concrètes prévisibles. Mais il n'y a pas que l'économie là-dedans. Il y a aussi l'idéologie. (...) Cela a éclaté au grand jour avec un événement dont on a peu parlé au Québec, le fait que le ministre d'État aux Sciences et à la Technologie, Gary Goodyear, soit un évangéliste créationniste. (...) Cette erreur, c'est le premier ministre qui l'a commise [ndlr: en le nommant à la tête de ce ministère]. Et il est difficile de ne pas y voir une forme de mépris pour la science, les scientifiques et le savoir. »

Source : La Presse, 17 avril 2009, La grande noirceur conservatrice, Alain Dubuc.

# quelle est leur mission ?

Le CCP, lui, est un organisme pancanadien dont les membres proviennent des entreprises d'électricité et des services publics. Y siègent les organisations représentant les ingénieurs et les scientifiques d'Hydro-Québec, les employés, ingénieurs et administrateurs de Manitoba Hydro, les ingénieurs d'Ontario Hydro et des employés de New Brunswick Power, de même que les employés des services publics de Saskatoon et de Winnipeg.



Le CCP est avant tout un lieu d'échange entre les divers groupes membres de ce réseau. Entre autres exemples des sujets d'intérêt général qui y sont discutés : le développement professionnel et les problèmes reliés au manque de main-d'œuvre professionnelle, les régimes de retraite et la précarité de certains fonds de pension, l'issue des négociations et les augmentations salariales obtenues, les diverses législations du travail proposées et adoptées par les gouvernements provinciaux et fédéral, etc. [www.ccp-ccp.ca](http://www.ccp-ccp.ca)

**JOHANNE LAPERRIÈRE**  
Conseillère syndicale

**L'adhésion du SPSI au CQPC, ancien CQSP, remonte à 1989. Le SPSI a été un des membres fondateurs du CCPSP, ancêtre de l'actuel CCP, en 1990.**

1. Alain Dubuc fait référence ici aux coupes de 147,9 millions de dollars en trois ans qui ont été annoncées pour les trois agences qui répartissent les fonds de recherche pour les universités soit le Conseil de recherches en sciences naturelles et génie (CRSNG) et les Instituts de recherche en santé (IRSC).

2. Cet événement, dont fait mention Alain Dubuc, s'est déroulé le 17 mars dernier, alors que le ministre Goodyear refusait de dire à un journaliste du Globe and Mail, s'il croyait en la théorie de l'évolution de Charles Darwin. « Je ne répondrai pas à cette question. Je suis chrétien et je ne crois pas que ce soit approprié de poser une question sur ma religion », a dit M. Goodyear, chiropraticien de formation, député conservateur depuis 2004, et nommé ministre d'État pour les Sciences et Technologies en octobre 2008. Un peu plus tard, ce même jour, il a toutefois tenté de rajuster le tir. En entrevue au réseau CTV, il a indiqué que oui, il croyait à l'évolution, avant d'ajouter : « Nous évoluons, chaque jour, chaque décennie; l'intensité du soleil, les espadrilles, les talons hauts, nous évoluons face à notre environnement », laissant une ambiguïté quant à sa position sur la théorie de Charles Darwin. Il a par ailleurs répété qu'il considérait que la question n'était pas pertinente et qu'il était dévoué aux sciences et technologies.

3. La dépense de R-D des entreprises canadiennes a tout juste dépassé 1 % du PIB en 2006, chiffre nettement inférieur à la moyenne de 1,56 % de l'OCDE et à la dépense correspondante de 1,84 % des États-Unis.

Source : Science, Technologie et Industrie : Perspectives de l'OCDE 2008

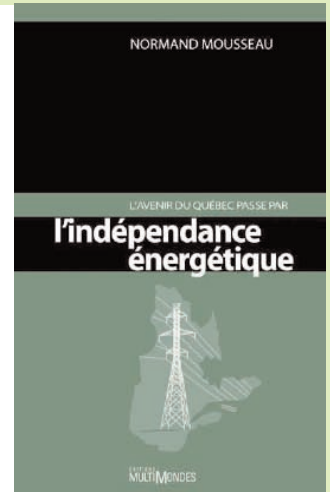
**VOUS USA**

Dans un discours devant l'Académie nationale des sciences, à Washington, M. Obama a promis de veiller à ce que la science ne soit plus sacrifiée à l'idéologie. « Il y a un demi-siècle, notre pays s'est engagé à être à la tête de l'innovation scientifique et technologique dans le monde, à investir dans l'éducation, la recherche, l'ingénierie, à se donner pour objectif d'aller dans l'espace et à associer chaque citoyen à cette mission historique », à dit M. Obama. Jamais l'Amérique n'a investi davantage dans la recherche et le développement qu'en 1964, en pleine course à l'espace, selon la Maison-Blanche. Mais la part de ces investissements n'a cessé de diminuer depuis, a déploré M. Obama.

« Je suis ici pour nous fixer cet objectif : nous allons consacrer plus de 3 % de notre PIB à la recherche et au développement. Nous n'allons pas seulement évaluer, mais dépasser le niveau atteint au plus fort de la course à l'espace, en investissant dans la recherche fondamentale et la recherche appliquée, en encourageant l'innovation privée, en favorisant les avancées dans les domaines de l'énergie et de la médecine. Avec mon administration, les jours sont révolus où la science cédait le pas à l'idéologie (...) Je veux être sûr que ce soient les faits qui motivent les décisions scientifiques et non l'inverse. »

Source : La Presse, 28 avril 2009, Obama veut rendre son rang à la science d'après AFP.

# L'avenir du Québec passe par sa souveraineté... énergétique



C'est du moins l'avis de Normand Mousseau, professeur de physique à l'Université de Montréal et auteur du livre *L'avenir du Québec passe par l'indépendance énergétique*<sup>1</sup>, pour qui la meilleure façon pour notre province de se préparer à affronter la crise énergétique, dont on a vu les premiers signes entre 2005 et 2008, est de viser l'indépendance énergétique. Bien qu'il soit le seul responsable du contenu final de son livre, il a pu bénéficier de l'apport intellectuel et de l'éclairage de nombreux lecteurs, chercheurs et auteurs. On retrouve, parmi ceux-ci, trois chercheurs de l'IREQ: **Pierre Couture**, **Réal Reid** et **Bernard Saulnier**, ces deux derniers étant maintenant retraités.

Persuadé que l'autosuffisance énergétique serait un atout considérable pour le Québec, M. Mousseau rappelle que notre province jouit d'une position enviable, puisqu'elle est déjà l'un des États les plus verts au monde. Près de 50 % de l'énergie consommée sur son territoire est d'origine renouvelable (hydroélectricité, solaire, éolien, biomasse, etc.), alors qu'au niveau mondial plus de 85 % de l'énergie utilisée est d'origine fossile (pétrole, gaz naturel et charbon), le pétrole occupant la plus large part.

Selon lui, il ne manque qu'une direction politique claire et forte pour que la province s'engage résolument sur la voie de l'indépendance énergétique. À l'heure actuelle, seule la Suède a un plan, allégé par le nouveau gouvernement, visant à ramener la part des hydrocarbures sous la barre des 20 % d'ici 2020.

En souscrivant à ce projet de société qu'est l'indépendance énergétique, projet désormais incontournable tant sur le plan écologique qu'économique, le Québec s'inscrirait, affirme M. Mousseau, dans un courant mondial tout en ayant déjà une longueur d'avance par rapport au reste de la planète.

Pour un avant-goût du livre de Normand Mousseau, vous pouvez écouter l'entrevue qu'il a accordée, le 3 mai dernier, dans le cadre de l'émission radiophonique *Les années lumière* : [www.radio-canada.ca/lumiere](http://www.radio-canada.ca/lumiere).

1. *L'avenir du Québec passe par l'indépendance énergétique*, Normand Mousseau, Éditions MultiMondes, 2009

À l'exclusion du Plan Nord, qui définit les bases pour le développement de la production d'électricité dans cette partie de la province, les objectifs énoncés dans le plan L'énergie pour construire le Québec de demain sont presque entièrement ignorés par le gouvernement actuel qui a pourtant élaboré cette stratégie. L'Agence de l'efficacité énergétique est tout sauf « efficace » et ne dispose pas des ressources lui permettant d'atteindre ses cibles ambitieuses d'économie d'énergie. Tout ce qui reste du plan stratégique décennal est quelques gros barrages ainsi que 4 000 MWh d'éolien. Un bien maigre bilan qui ne contribue pas beaucoup à un éventuel projet d'indépendance énergétique. p.137

Ce journal est publié quatre fois l'an et payé par le SPSI, 210, boul. Montarville, bureau 2008, Boucherville, (Qc) J4B 6T3  
téléphone : (450) 449-9630  
télécopieur : (450) 449-9631  
courriel : [secretariat@spsi.qc.ca](mailto:secretariat@spsi.qc.ca)  
<http://www.spsi.qc.ca>

COMITÉ DE RÉDACTION  
Johanne Laperrière,  
conseillère syndicale  
Georges Gaba, chercheur

DESIGN GRAPHIQUE  
Gylaine Hardy Design

Les articles publiés dans L'Irequois reflètent les opinions de leurs auteurs et ne sauraient engager la responsabilité ou lier d'aucune façon le SPSI et ses officiers.

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale  
du Québec 2009

Pour un plus grand rayonnement — La version intégrale de ce bulletin, en format « pdf », se retrouve sur le site Web du SPSI sous la rubrique « Journal L'IREQUOIS » figurant en marge.

